Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

32 | 2006

Varia

Naissance d'une classe sociale : les fonctionnaires de bureau, du Consulat à la Monarchie de Juillet. Le cas de l'Isère.

*The rise of a social class, office civil servants, from the Consulate to the July
Monarchy. The case of the department of Isère*

Marie-Cécile Thorat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1097>

DOI : 10.4000/rh19.1097

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 93-110

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Marie-Cécile Thorat, « Naissance d'une classe sociale : les fonctionnaires de bureau, du Consulat à la Monarchie de Juillet. Le cas de l'Isère. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 32 | 2006, mis en ligne le 30 octobre 2008, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1097> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.1097>

Tous droits réservés

MARIE-CÉCILE THORAL

*Naissance d'une classe sociale : les fonctionnaires
de bureau, du Consulat à la Monarchie de Juillet.
Le cas de l'Isère.*

L'étude des classes sociales a longtemps été influencée, pour la France du XIX^e siècle, par une définition marxiste accordant une importance très grande au critère économique (la place d'un groupe dans les rapports de production) et établissant une bipolarisation de la société (bourgeois/prolétaires). Les analyses de Max Weber et de sociologues contemporains ont mieux pris en compte le caractère pluri-dimensionnel de la classe sociale, et surtout ont tenté d'intégrer dans leur étude les classes intermédiaires – notamment les employés – qui connaissent un essor important à partir de la fin du XIX^e siècle. L'augmentation des effectifs des employés, liée à la tertiarisation de la société française, s'observe surtout à partir de la fin du XIX^e siècle, mais ils sont précédés, au début du XIX^e siècle, par une autre « classe de services »¹, les employés publics ou fonctionnaires. La réorganisation de l'administration, la construction de l'État et l'extension de son action sont en effet à l'origine d'une forte augmentation des effectifs de fonctionnaires au XIX^e siècle. La Révolution², le Consulat et l'Empire³ sont des étapes essentielles dans la construction de ce nouveau groupe. Les fonctionnaires sont désormais un peu plus nombreux, d'autant plus que certains sont de nouveaux fonctionnaires depuis la Révolution ou l'Empire – les employés de la direction de l'enregistrement et des domaines depuis la Révolution, les enseignants depuis la création de l'Université en 1808. Ils forment aussi un ensemble plus homogène, notamment dans leur rapport à l'État. Un nouveau groupe professionnel se met ainsi en place au début du XIX^e siècle, succédant à un ensemble de groupes particuliers de serviteurs de l'État monarchique, marqués par la diversité de statuts sous l'Ancien Régime (employés de fermes et régies, employés directs de l'État ou commissaires, officiers propriétaires de

1. John GOLDTHORPE, « On the service class, its formation and future », dans Anthony GIDDENS, Gavin MACKENZIE (ed.), *Social class and the division of labour*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, pp. 162-185.

2. Catherine KAWA, *Les ronds-de-cuir en révolution. Les employés du Ministère de l'Intérieur sous la Première République (1792-1800)*, Paris, Éditions du CTHS, 584 p., 1996.

3. Jacques GODECHOT, « La Révolution et l'Empire », dans Marcel PINET [dir.], *Histoire de la fonction publique*, Paris, Librairie de France, 1993, 3 tomes, tome 2.

leur charge). Le premier statut de la fonction publique en France date de 1944 ⁴. Cependant, même avant ce statut officiel, les fonctionnaires ⁵ bénéficiaient déjà d'avantages sociaux et de conditions de travail assez réglementées et fixes, et surtout avaient conscience d'appartenir à un milieu commun. Les employés des bureaux d'administrations locales déconcentrées (préfecture, Ponts et Chaussées...) ou des bureaux des municipalités de grande ville, forment donc bien, dès le début du XIX^e siècle, un groupe professionnel, uni par des conditions de travail communes (nomination par l'État, travail de bureau, missions d'intérêt général...). Forment-ils pour autant une « classe sociale », et selon quelle définition de la classe sociale ?

L'histoire des fonctionnaires civils, qui commence à se développer pour la fin du XIX^e siècle et le XX^e siècle ⁶, reste très peu étudiée pour le tout début du XIX^e siècle. Le manque actuel de connaissances sur ce sujet ne permettant pas de dresser un tableau général et national, cet article voudrait, par une étude de cas sur l'Isère, proposer des données tirées de sources locales très riches qui permettent une analyse précise de ce groupe méconnu de fonctionnaires urbains, et esquisser quelques propositions plus générales.

DE PLUS EN PLUS DE BUREAUX, DE PLUS EN PLUS DE FONCTIONNAIRES... : BUREAUCRATISATION DE LA SOCIÉTÉ URBAINE PROVINCIALE

Le facteur numérique joue un rôle dans la constitution d'une classe sociale. Un groupe doit atteindre une certaine taille critique pour avoir une « position de classe », une position dans l'organisation économique et sociale. Les ouvriers ne commencent ainsi à former une classe économique, une « classe en soi », en Angleterre comme en France, qu'à partir du processus d'industrialisation qui est à l'origine à la fois de l'augmentation des effectifs et de la concentration spatiale, dans les lieux de travail et dans les mêmes quartiers. Le même phénomène s'observe en France au XIX^e siècle pour les fonctionnaires sous l'effet de la construction de l'État et de la bureaucratisation, surtout dans les villes.

La bureaucratisation des ministères commence au XVIII^e siècle, période d'accroissement des affaires, de spécialisation des services et d'augmentation

4. Michel CHABIN, « 1814-1848 », dans Marcel PINET [dir.], *Histoire de la fonction publique*, ouv. cit., tome 3 : *Les XIX^e et XX^e siècles*, p. 69.

5. Le terme de fonctionnaire est réservé, dans cet article, aux employés de l'État rémunérés par l'État ou ses organes déconcentrés (les communes, les départements), à l'exclusion donc des hommes nommés par l'État, ayant une activité publique, mais travaillant bénévolement, comme les maires, les adjoints et les conseillers locaux.

6. Jean-Paul JOURDAN, *Du sans grade au préfet. Fonctionnaires et employés de l'administration dans les villes de l'Aquitaine*, Talence, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1994, 193 p. ; Marc-Olivier BARUCH, Vincent DUCLERT, *Serviteurs de l'État. Une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Paris, Éditions La Découverte, 2000, 587 p. ; Bruno DUMONS, Gilles POLLET, *Les élites municipales sous la Troisième République. Des villes du Sud-Est de la France*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1997, 530 p.

du nombre de commis dans les départements ministériels, mais la bureaucratisation provinciale, dans les administrations locales, est plus tardive. Il y avait déjà des bureaux dans les provinces d'Ancien Régime, à commencer par ceux des intendances, mais leur personnel était réduit. Les bureaux de la préfecture de l'Isère emploient, dès le Consulat et jusqu'à la Monarchie de Juillet, une vingtaine de personnes ⁷ (20 en l'an VIII ⁸, 23 en 1830 ⁹), ce qui est un nombre moyen pour l'époque (12 employés à la préfecture des Hautes Pyrénées en 1802 et 17 en 1813 ¹⁰ par exemple), alors que les services de l'intendance du Dauphiné, couvrant pourtant une circonscription beaucoup plus importante que le département de l'Isère, occupaient moins de dix personnes à la fin de l'Ancien Régime, sous l'intendant Caze de la Bove : trois chefs de départements (bureaux), trois sous-chefs, le subdélégué général et le secrétaire particulier de l'intendant ¹¹.

Un certain nombre de fonctionnaires travaillent aussi dans les bureaux des administrations financières. La direction de l'administration des contributions directes est confiée, en Isère, à seize personnes : le directeur des contributions directes du département à Grenoble, l'inspecteur, le receveur général des contributions à Grenoble, trois receveurs particuliers pour les trois autres arrondissements (à Vienne, la Tour-du-Pin et Saint-Marcellin), deux contrôleurs à Grenoble et huit dans huit autres villes du département ¹².

L'administration des Droits Réunis créée en 1804 (qui devient l'administration des contributions indirectes sous la Restauration) est dirigée localement par dix personnes : le directeur, un inspecteur, un contrôleur et un receveur principal à Grenoble, un contrôleur et un receveur principal dans chacun des trois autres chefs-lieux d'arrondissement (Vienne, Saint-Marcellin, la Tour-du-Pin) ¹³. Le directeur, à Grenoble, est en outre sans doute assisté d'un certain nombre d'employés de bureau (secrétaire, employés...) : le manque de données ne permet pas toujours de connaître précisément le nombre de fonctionnaires subalternes dans les bureaux des administrations locales urbaines.

Le directeur des douanes du département emploie, dans son bureau à Grenoble, au minimum un commis, et peut-être deux ou trois autres commis ou secrétaires.

Le bureau des postes de Grenoble, dirigé par le directeur des postes du département, est composé, sous l'Empire, de neuf personnes : le directeur,

7. Le secrétaire général, quatre chefs de bureaux, treize commis ou expéditionnaires, le concierge et le portier.

8. Comptabilité départementale pour l'an VIII, Arch. dép. Isère, 3N 3/1.

9. Traitements des employés de la préfecture et des sous-préfectures, 1830, Arch. dép. Isère, 3N16/1.

10. Jean-François SOULET, *Les premiers préfets des Hautes Pyrénées (1800-1814)*, Paris, Société des Études robespierristes, 1965, pp. 196-197.

11. Départements des bureaux de l'intendance du Dauphiné, s. d., Bib. mun. Grenoble, O 9785.

12. *Annuaire statistique de l'Isère*, an XIII.

13. *Annuaire statistique de l'Isère*, an XIII.

le contrôleur, trois commis, un surnuméraire, et trois facteurs ¹⁴. Le nombre d'employés dans ce bureau reste à peu près stable sur l'ensemble de la période étudiée, autour de neuf à dix personnes ¹⁵.

Le bureau des Ponts et Chaussées à Grenoble, dirigé par l'ingénieur en chef, est composé d'un premier dessinateur, d'un géographe, d'un chef de bureau et d'un secrétaire commis ¹⁶.

Les fonctionnaires urbains ne dépendent pas tous d'administrations nationales déconcentrées. Les employés municipaux forment aussi un groupe important, surtout dans les moyennes et grandes villes provinciales. Le nombre d'employés municipaux de Grenoble est même plus important que celui des employés de la préfecture de l'Isère. En effet, aux employés de bureau s'ajoutent, dans le cas des municipalités – à la différence des préfectures –, les employés travaillant pour les services extérieurs de la mairie, les policiers notamment. La municipalité de Grenoble emploie ainsi, en 1832, vingt-quatre personnes : huit employés de bureau (le secrétaire en chef, trois chefs de bureaux et quatre expéditionnaires) et quinze agents travaillant pour les services extérieurs de la mairie (deux mandeurs, un afficheur, le préposé en chef de l'octroi, le receveur municipal, l'architecte voyer, un garde fontaine, deux gardes champêtres, et sept policiers ¹⁷). La mairie de Grenoble est divisée en trois puis cinq bureaux – le secrétariat général, le bureau des logements militaires et celui des actes civils, puis, à partir de 1832, le secrétariat, le bureau de la comptabilité, celui de l'état civil, celui des affaires militaires et celui des contributions.

Les fonctionnaires de bureau, malgré leur diversité (diversité de corps administratifs, de métiers, de grade dans la hiérarchie professionnelle et sociale des bureaux), forment un groupe professionnel. Ils ont en commun leur insertion dans une organisation hiérarchisée et souvent organisée sur un modèle proche de l'organisation militaire. Des règlements intérieurs stricts organisent la vie dans les bureaux. Ils doivent régulièrement rendre des comptes à leur supérieur hiérarchique. Pour s'absenter, ils doivent obtenir une autorisation de l'autorité supérieure (le Ministre de l'Intérieur, le préfet ou le chef d'une autre administration locale). En-dehors des absences de service (tournée dans le département ou dans l'arrondissement, convocation par le préfet à Grenoble, par un ministre à Paris...) ou des congés dus à des motifs graves – maladie notamment –, il est fait une retenue sur le traitement du fonctionnaire pour chaque jour d'absence ¹⁸.

Ils ont également le même type de travail. Les mêmes normes administra-

14. État des employés du bureau de poste de Grenoble, par le directeur des postes, 6 avril 1815, Arch. dép. Isère, 52M 7.

15. Le passage à dix employés a lieu le 28 août 1825 avec la création d'un quatrième poste de facteur. *Personnel des postes*, Isère, sans date (1830), Arch. nat., F90 20230.

16. *Annuaire statistique de l'Isère*, 1803.

17. Arrêté du maire de Grenoble, 15 février 1832, Arch. mun. Grenoble, 2D3.

18. Lettre du sous-préfet de la Tour du Pin au Ministre du Commerce et des Travaux publics, sans date (novembre 1832), Arch. nat., F1bII Isère6.

tives et bureaucratiques s'appliquent dans toutes les administrations pour la rédaction de rapports et pour la correspondance avec les ministères : un seul sujet par lettre pour pouvoir être ensuite traité par le bureau spécialisé d'un ministère, inscription de la division du ministère concernée en haut de la lettre, envoi de rapports à dates régulières même s'il n'y a aucune information nouvelle à donner : dans ce cas, faire un rapport négatif indiquant qu'il n'y a rien à signaler... Cette homogénéisation du groupe par le type de travail est renforcée par la professionnalisation croissante de l'administration au XIX^e siècle. Les pratiques se perfectionnent et se codifient. Le nombre de bureaux, aussi bien à la préfecture de l'Isère qu'à la municipalité de Grenoble, augmente au cours de la période étudiée, en lien avec un phénomène de spécialisation des fonctions. Les employés deviennent responsables d'un nombre limité d'attributions.

La bureaucratisation provinciale entraîne donc, au XIX^e siècle, la formation d'un groupe professionnel : les fonctionnaires de bureau. Peut-on définir ce groupe professionnel comme une « classe sociale » ?

DU GROUPE PROFESSIONNEL À LA CLASSE SOCIALE

Les fonctionnaires ne semblent pas, à première vue, constituer une classe sociale au sens marxiste du terme. Ils prennent en effet difficilement part dans une organisation économique fondée sur les rapports sociaux de production, sur la possession ou la non-possession de l'appareil de production. Les fonctionnaires de bureau ne possèdent rien en propre. Ils ne sont pas non plus des travailleurs manuels, des producteurs de biens, et annoncent plutôt la « classe de services » qui commence à se former à la fin du XIX^e siècle – employés privés et publics.

L'analyse en termes de lutte des classes est aussi difficile à appliquer au groupe des fonctionnaires. Ils ne sont ni dominés et exploités, ni exploités. Ils dépendent d'un « patron » direct qui est le plus souvent, lui aussi, un « employé », un fonctionnaire (le préfet, l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées...), et, en dernier lieu, d'un agent représentant le peuple, la souveraineté nationale (l'État central, la municipalité...) et non un capitaliste, un patron privé.

Ils occupent cependant une place dans l'organisation non pas tant économique que politique et sociale. Ils ont le même « patron » : l'État (État central ou collectivités locales). Ils ont la même mission générale : faire appliquer la loi, faire appliquer les mesures du gouvernement. Cela leur donne une autorité sociale par rapport aux autres citoyens, autorité sociale ou « rôle social » qui est l'un des critères de définition d'une classe sociale ¹⁹.

19. Edward P. THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Éditions du Seuil, 1988 (1^{re} édition anglaise : 1963), p. 15.

Leur activité professionnelle est aussi une source de prestige. Le travail non manuel, l'activité de bureau est en effet plus valorisante socialement (classe de production « positivement privilégiée »²⁰) que le travail manuel ouvrier.

Les fonctionnaires forment également une classe sociale dans le sens établi par Edward Thompson : ils ont des intérêts communs et des avantages qui les différencient des autres citoyens²¹, et qu'ils doivent conquérir puis défendre.

Les petits et moyens fonctionnaires de bureaux perçoivent des salaires assez bas. Selon Jean Clinquart, le revenu minimum vital pour une famille ouvrière dans une ville moyenne sous la Monarchie de Juillet est de 860 francs tandis qu'un préposé des douanes ne perçoit en moyenne que 600 francs²². Un employé ou expéditionnaire dans l'administration locale en Isère gagne en moyenne 900 francs par an, ce qui est aussi assez modeste. Cependant, la diversité est assez grande entre différentes régions ou villes dans ce domaine (400 francs par an pour un employé de l'administration municipale de Bordeaux dans les années 1830²³, 600 à 800 francs par an pour un employé de l'administration municipale de Grenoble à la même date²⁴).

Les petits et moyens fonctionnaires n'ont donc pas des salaires très élevés mais ils ont des salaires réguliers, ce qui n'est pas sans importance à une époque de chômage saisonnier ouvrier chronique²⁵. Ils bénéficient aussi d'un mode de paiement régulier (salaires payés au mois, contrairement à beaucoup d'ouvriers payés à la semaine, à la journée ou aux pièces au début du XIX^e siècle²⁶) et surtout d'une distribution hiérarchisée des salaires (un même salaire pour une position semblable), ce qui n'est pas souvent le cas pour les ouvriers à la même période²⁷. Même s'il n'y a pas à proprement parler de grille de salaires pour les fonctionnaires de bureau, il y a en effet des traitements fixes et réguliers correspondant au rang de l'employé dans la hiérarchie²⁸. En 1801, le secrétaire général de la préfecture de l'Isère gagne 4 000 francs, un chef de bureau 1 800 francs, un premier commis 1 200 francs et un expéditionnaire 200 francs²⁹. Les employés municipaux de Grenoble ont eux aussi des salaires correspondant à leur rang : 1 460 francs pour le secrétaire général,

20. Max WEBER, « Ordres et Classes », dans *Économie et Société*, 1, Paris, Éditions Plon, 1971 (1^{re} édition : 1922), p. 394.

21. Edward P. THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, ouv. cité, p. 173.

22. Jean CLINQUART, *L'administration des douanes en France sous la Restauration et la Monarchie de Juillet*, Neuilly-sur-Seine, Éditions de l'Association pour l'Histoire de l'Administration des Douanes, 1981, p. 214.

23. William COHEN, *Urban government and the rise of the French city. Five municipalities in the 19th century*, New York, St. Martin's Press, 1998, p. 64.

24. Arrêté du maire de Grenoble, 26 décembre 1833, Arch. mun. Grenoble, 2D 4.

25. Alain DEWERPE, *Le monde du travail en France, 1800-1950*, Paris, Éditions Armand Colin, 1998 (1^{re} édition : 1989), 170 p., p. 54.

26. Alain DEWERPE, Yves GAULUPEAU, *La fabrique des prolétaires. Les ouvriers de la manufacture d'Oberkampf à Jouy-en-Josas (1760-1815)*, Paris, Presses de l'ENS, 1990, 224 p., p. 57.

27. Alain DEWERPE, Yves GAULUPEAU, *La fabrique des prolétaires...*, ouv. cité, pp. 51-52.

28. Comptabilité départementale pour l'an IX, Arch. dép. Isère, 3N 31.

29. *Ibidem*.

1 200 francs pour un chef de bureau, 900 francs pour un expéditionnaire en 1802 ³⁰.

Ceci s'accompagne d'une relative sécurité de l'emploi. En l'absence d'un statut de la fonction publique, l'emploi public n'est pas garanti. Les nombreux changements de régime en France à cette époque peuvent donc laisser craindre une très forte instabilité, mais, en fait, les petits et moyens fonctionnaires civils, comme les fonctionnaires des bureaux des ministères, ne sont pas souvent concernés par les épurations administratives dans les départements au début du XIX^e siècle, à quelques exceptions près, comme les policiers.

Le versement d'une pension de retraite est l'un des principaux avantages sociaux des fonctionnaires par rapport aux autres citoyens à cette époque. Les fonctionnaires des administrations civiles locales en bénéficient cependant beaucoup plus tard que ceux des ministères. Toutes les administrations nationales se dotent d'un système de caisses de retraites entre 1803 et 1810 ³¹ (les Affaires Etrangères le 3 floréal an VIII, le Ministère de la Guerre en l'an IX, le Ministère de l'Intérieur en 1806). L'article 11 du décret du 4 juillet 1806 n'établit un système de retraite que pour les employés de l'administration centrale à Paris, pour les employés du Ministère de l'Intérieur. Jusqu'en 1811, le conseil général accorde donc des pensions de retraite, après approbation du Ministre de l'Intérieur, en suivant les conditions prévues pour les employés du Ministère mais en-dehors de tout cadre légal. En 1811, le conseil d'État se prononce sur la question des retraites des employés des préfectures, en indiquant que l'article 11 du décret du 4 juillet 1806 doit être suivi dans l'attribution d'une pension de retraite pour un employé de la préfecture, mais uniquement en ce qui concerne la quotité de la pension et la durée du service administratif. Cet article prévoit que la pension de retraite versée doit être d'un sixième du traitement de l'employé pour les dix dernières années et d'un soixantième pour chaque année de plus (avant ces dix dernières années de service) ³², mais ces pensions de retraite ne sont que des secours provisoires, votés chaque année par le conseil général. Les conseillers généraux de l'Isère sentent la nécessité d'une loi générale sur l'organisation d'un système de retraites pour les employés des administrations départementales et émettent un vœu en ce sens dans leur session de mai 1813, vœu qu'ils renouvellent le 8 juin 1816. Une loi établit un système de retraite pour les employés des préfectures dix ans plus tard ³³. Les conseillers généraux votent, dans la séance de 1829, la somme de 6 000 francs ³⁴. La caisse de retraite des employés de

30. Rémunération du personnel municipal de Grenoble, an VIII-1920, frimaire an X, Arch. mun. Grenoble, 2K 31.

31. Guy THUILLIER, *Les pensions de retraites des fonctionnaires au XIX^e siècle*, Paris, Comité d'Histoire de la Sécurité Sociale, 1994, 305 p., p. 31.

32. Rapport du préfet au conseil général, session de 1836, Arch. dép. Isère, 1N 4/6.

33. Loi du 8 octobre 1826 modifiée le 1^{er} août 1827. Rapport du préfet au conseil général, session de 1835, Arch. dép. Isère, 1N 4/5.

34. Délibération du conseil général, session de 1829, Arch. dép. Isère, 1N 2/6.

la préfecture est constituée par cette subvention initiale du conseil général et par les retenues sur les traitements des fonctionnaires depuis 1830 (retenues de 4 % sur leur traitement à partir du 1^{er} janvier 1830).

Les employés de la municipalité de Grenoble, qui dépendaient sous le Consulat, l'Empire et la Restauration du bon vouloir des conseillers municipaux pour l'octroi d'une pension de retraite ou « secours » obtiennent eux aussi, quelques années plus tard, un système de retraite par répartition. Les membres de la commission du budget du conseil municipal proposent à l'ensemble du conseil municipal, dans sa séance du 12 mai 1834, « de fonder une caisse de retraites pour les employés des bureaux de la mairie et d'accorder à cette caisse un subside de 5 000 francs ». Cette proposition est renvoyée à l'examen d'une commission spéciale et, sur le rapport de cette dernière, le conseil municipal adopte, le 22 août 1834, le principe d'une caisse de retraites pour les employés des bureaux de la mairie et pour ceux de l'octroi. Le maire de Grenoble estime que cette mesure est « profitable à la ville en même temps qu'elle sera utile à ces employés qui serviront d'autant mieux que leur avenir sera plus assuré »³⁵.

Le système de la retraite par répartition est étendu aux employés des sous-préfectures de l'Isère en 1839. Les conseillers généraux, « considérant qu'il est de bonne administration de donner à ces employés un gage de sécurité sur leur avenir qui les attachera à leurs fonctions et stimulera leur zèle et leur activité », accordent pour cela une subvention de 6 759 francs³⁶.

Le temps de travail est un élément important de l'attractivité des postes de fonctionnaires, surtout pour les emplois de bureau. Les employés dans les bureaux de la préfecture, des sous-préfectures ou de la municipalité de Grenoble travaillent en moyenne sept à huit heures par jour, six jours par semaine. Ceci représentait un avantage certain par rapport à d'autres catégories professionnelles. La période du début du XIX^e siècle, jusqu'aux années 1840, est en effet considérée comme le point haut de la durée de travail en France avant la baisse du temps de travail quotidien dans la seconde moitié du XIX^e siècle pour aboutir à dix ou onze heures de travail par jour en 1900 avec la loi établissant la journée de travail de dix heures pour les ouvriers adultes. Même s'il y avait une grande diversité de situations selon les branches professionnelles et selon les entreprises, la durée de travail des ouvriers était, dans l'ensemble, particulièrement longue. Louis-René Villermé avait observé, au cours de son enquête, que la durée de travail des ouvriers était en moyenne de treize heures à quinze heures par jour (quinze heures de présence dans l'atelier, treize heures de travail effectif)³⁷, ce qui fut confirmé par la première enquête

35. *Situation sommaire des affaires de la ville de Grenoble à l'époque du renouvellement triennal du conseil municipal en 1834, présentée par Monsieur Rivier, maire sortant élu en 1831*, fait par Rivier, 16 janvier 1835, Archives privées Rivier.

36. Délibération du conseil général, 1839, Arch. dép. Isère, 1N2/9.

37. Louis-René VILLERMÉ, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures*, Paris, Jules Renouard, 1840, 2 tomes, tome 2, pp. 86-89.

nationale sur les conditions de travail du monde ouvrier en France, menée en 1848, révélant que beaucoup d'ouvriers travaillaient alors douze heures par jour, et parfois jusqu'à quinze heures ³⁸. Les fonctionnaires et administrateurs locaux du début du XIX^e siècle sont conscients de la situation privilégiée de beaucoup de fonctionnaires de bureau à cet égard, comme le montre un arrêté du maire de Grenoble sous la Monarchie de Juillet, Honoré-Hugues Berriat. L'attractivité de l'administration municipale est moindre que celle des grandes administrations nationales, comme les préfectures, les directions départementales financières ou autres. Le prestige plus grand, les salaires plus élevés et des avantages sociaux plus précoces – notamment les retraites – font des postes dans ces dernières des emplois plus recherchés. Les maires de grandes villes doivent donc souvent lutter contre la concurrence de la préfecture. Tous les moyens sont bons pour attirer, et surtout pour retenir les employés compétents. Le maire de Grenoble Berriat, en rappelant aux employés municipaux que le temps de travail dans les bureaux de la ville est sept heures, met ainsi en avant la situation privilégiée des employés municipaux de Grenoble : « Ils observeront que le Maire n'exige d'eux pendant dix à onze mois de l'année que sept heures de bureau, tandis que dans les grandes administrations, c'est presque toujours huit heures qui sont exigées » ³⁹.

Les fonctionnaires ont aussi un autre avantage qui les différencie nettement des ouvriers pour qui, au XIX^e siècle, l'ascension sociale en une seule génération est généralement impossible ⁴⁰ : la possibilité, réduite mais pas absente, de promotion professionnelle, et donc de promotion sociale en une seule génération. La fonction publique n'est en effet pas seulement un havre de sécurité dans un océan de risques économiques et sociaux au début du XIX^e siècle. Un exemple précis, la mobilité professionnelle dans le bureau des postes de Grenoble, éclaire les voies de l'ascension sociale dans la fonction publique provinciale.

Deux des quatrièmes facteurs, Gianotti, nommé en 1825, et Caillot en 1827, sont rapidement promus au rang supérieur de troisième facteur ⁴¹. Gianotti poursuit même son ascension en étant nommé deuxième facteur en septembre 1827. De même, tous les surnuméraires du bureau des postes de Grenoble sont ensuite promus au rang de troisième ou même deuxième commis ⁴². Au rang supérieur, quatre des six troisièmes commis nommés entre 1819 et 1827 sont promus deuxièmes commis, l'un d'entre eux, Mounier, devenant ensuite premier commis. Dans le bureau des postes de la ville de

38. Jérôme BOURDIEU, Bénédicte REYNAUD, « Discipline d'atelier et externalités dans la réduction de la durée du travail au XIX^e siècle », dans Patrick FRIDENSON, Bénédicte REYNAUD [dir.] *La France et le temps de travail (1814-2004)*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2004, pp. 15-53 et plus particulièrement pp. 19-23.

39. Arrêté du maire de Grenoble, 23 janvier 1836, Arch. mun. Grenoble, 2D 4.

40. Alain DEWERPE, *Le monde du travail...*, ouv. cité, p. 61.

41. *Personnel des postes*, Isère, sans date (1830), Arch. nat., F90 20230.

42. Sauf le dernier, Jacolin, nommé surnuméraire à Grenoble en 1829, dont la carrière ultérieure est inconnue.

Grenoble, les deux rangs les plus élevés – contrôleur et directeur – ne sont jamais confiés à des hommes ayant commencé comme commis dans ce bureau mais à des hommes déjà contrôleurs ou inspecteurs dans d'autres bureaux, et venant souvent d'autres départements. Rocher, nommé contrôleur à Grenoble en juin 1824, était alors contrôleur à Mâcon. Son successeur, Dufresne, était contrôleur à Abbeville lorsqu'il est nommé à Grenoble en juillet 1824. Il quitte cette place en 1829 pour prendre celle d'inspecteur de première classe à Limoges et est remplacé par Serval, alors sous-inspecteur à Huningue, qui quitte Grenoble un an plus tard en avril 1830 pour passer sous-inspecteur de première classe à Aix-en-Provence. Son successeur, Godeau Descarneaux, nommé en avril 1830, était sous-inspecteur à Auch. Le même phénomène de promotion professionnelle et sociale se retrouve dans les bureaux de postes des autres villes du département.

La promotion professionnelle interne (à l'intérieur du même bureau) coexiste avec la promotion de type national passant par les mutations successives et l'éloignement géographique, surtout pour les rangs les plus élevés. Sur les 26 employés des postes du bureau de Grenoble entre 1808 et 1830, sept étaient employés dans des bureaux de postes situés dans d'autres départements avant leur nomination, huit quittent Grenoble pour être promus dans des bureaux de poste d'autres départements.

Les fonctionnaires ne sont pas seulement une classe sociale au sens marxiste, une classe économique. Ils sont aussi un « groupe de statut » au sens wébérien, groupe de statut fondé sur le prestige ou « l'honneur social »⁴³. Dans le cas des fonctionnaires, le prestige n'est pas lié à la naissance ni au style de vie mais à un autre élément fondateur de « l'honneur social » ou « privilège positif ou négatif de considération sociale »⁴⁴ selon Max Weber : « le prestige de la profession »⁴⁵. La mission d'intérêt général est, selon Pierre Bourdieu, l'un des éléments essentiels du prestige de la profession de fonctionnaire et même un élément de justification symbolique du pouvoir social et de la domination des hauts fonctionnaires dans la société⁴⁶.

Le prestige de la profession de fonctionnaire est aussi et surtout d'ordre politique, lié à la puissance publique, à l'autorité de l'État. Plusieurs éléments contribuent à rendre visible ce groupe de statut dans la société : l'uniforme, la participation aux fêtes et cérémonies officielles, l'inscription sur les listes électorales.

L'uniforme des fonctionnaires a deux fonctions : leur permettre d'être identifiés rapidement par la population, et leur procurer un sentiment d'appartenance et d'identité communes. L'uniforme a aussi une fonction décorative et de prestige puisque les fonctionnaires doivent porter, lors des

43. Max WEBER, « Classe, statut, parti », dans *Économie et Société*, 2, Paris, Éditions Plon, 1922.

44. Max WEBER, « Ordres et Classes », dans *Économie et Société*, 1, ouv. cité, p. 395.

45. Max WEBER, *Économie et Société*, 1, ouv. cité, p. 396.

46. Pierre BOURDIEU, *La noblesse d'État*, Paris, Éditions de Minuit, 1989, pp. 544-548.

cérémonies officielles, leur tenue d'apparat. Il joue alors pleinement son rôle d'identificateur, de marqueur social, d'« habit du pouvoir »⁴⁷. Les douaniers ont un habit de drap vert. Les policiers ont un uniforme quotidien et un uniforme de cérémonie (habit bleu à la française, gilet et culotte bleu ou noir, boutons blancs aux trois fleurs de lys; chapeau gansé de fils d'argent, sabre à la ceinture), et ils portent, à la boutonnière de l'habit, une médaille d'argent sur laquelle sont gravés, sur une face les armes de la ville, sur l'autre face, les mots « force à la loi »⁴⁸. L'uniforme joue un rôle certain dans l'attrait de la fonction publique ou de certaines fonctions para-publiques comme celles de gardes nationaux. Mathilde Larrère a bien montré l'importance du bonnet à poils ou « bonnet d'ourson » dans l'identité des compagnies d'élite (grenadiers et voltigeurs) de la garde nationale parisienne sous la Monarchie de Juillet⁴⁹. L'uniforme, élément de distinction, contribue au sentiment d'unité du milieu des fonctionnaires, en fait un groupe à part, un groupe de serviteurs de l'État portant une tenue différente de celle du commun des citoyens, un groupe de clercs laïques, comme le note Xavier Rousseaux pour les juges⁵⁰. L'uniforme est même si caractéristique de l'identité de certains fonctionnaires qu'il est parfois repris, détourné, dans des pamphlets. Par exemple, un commis au bureau des Droits Réunis de Grenoble, Perrotin, remet au commissaire de police de la ville, le 14 juin 1806, un exemplaire d'un libelle qui a été distribué dans la ville et qu'il a reçu des mains d'un boucher, Odoz⁵¹. L'auteur de ce libelle tourne ainsi en ridicule les employés des Droits Réunis : « Grand uniforme des commis employés aux Droits Réunis, savoir : habit de drap couleur de vin, doublure d'houblon, parements et revers gris de sel. Culotte et gilet couleur de rat; boutons blancs, deux carottes de tabac en sautoirs; pour épée, une sonde du côté droit; chapeaux à l'Henri IV; pour cocarde l'as de pique; pour pompon, un bouchon de liège. Nul ne sera reconnu sans être revêtu de ladite uniforme »⁵².

La participation des fonctionnaires aux fêtes et cérémonies officielles est un autre élément du prestige de la profession. Les fonctionnaires y ont une place d'honneur. Ils prennent part dans le cortège officiel se dirigeant vers l'église, ils assistent aux réceptions et bals à la préfecture ou à la sous-préfecture, ils peuvent être présentés à une personnalité politique en visite dans la ville. L'organisation même de ces fêtes officielles sanctionne le statut

47. Jacques BOEDEL, *Les habits du pouvoir. La justice*, Paris, Éditions Antébi, 1992.

48. Règlement du maire de Grenoble pour la police de la ville, 23 décembre 1815, Arch. mun. Grenoble, 2D 2.

49. Mathilde LARRÈRE, *La garde nationale de Paris sous la Monarchie de Juillet. Le pouvoir au bout du fusil?*, thèse d'Histoire sous la direction d'Alain Corbin, Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, 2000, 3 tomes, tome 2, p. 445.

50. Xavier ROUSSEAUX, « Le « moment révolutionnaire » (1789-1815) », dans Frédéric CHAUVAUD [dir.] *Le sanglot judiciaire. La désacralisation de la justice (VIII^e-XX^e siècles)*, Grâne (Drôme), Créaphis, 1999, pp. 71-86, p. 77.

51. Bulletin de police du 14 juin 1806, par le commissaire de police de Grenoble, Moretin, Arch. dép. Isère, 53M 11.

52. *Libelle*, anonyme et sans date (1806), Arch. dép. Isère, 53M 11.

distinctif des fonctionnaires. Le curé ou le desservant, de concert avec le maire de la commune, attribue des places d'honneur aux fonctionnaires civils, judiciaires et militaires dans les rangées de l'église, élément visuel du protocole, les places étant attribuées en fonction du rang du fonctionnaire dans la hiérarchie⁵³.

DE LA CLASSE « EN SOI » À LA CLASSE « POUR SOI »

Les fonctionnaires de bureau ne sont pas seulement des individus partageant une position économique et des intérêts communs. Tous les éléments de la « classe pour soi » ne sont pas encore réunis au début du XIX^e siècle pour le groupe des fonctionnaires de bureau, mais ils commencent à former un groupe cohérent et uni. Ils n'ont pas encore d'organisation collective sociale ou politique au niveau national au début du XIX^e siècle, et ils ne sont pas encore, à l'inverse des ouvriers, des agents historiques pratiquant des actions politiques collectives, mais ils forment, dès le début du XIX^e siècle, une « communauté » et ont un sentiment d'appartenance collective.

Plusieurs éléments favorisent la constitution de cette communauté : la force des réseaux dans le recrutement, la sociabilité commune, la naissance d'une culture commune.

La vénalité des offices favorisait, sous l'Ancien Régime, la patrimonialisation familiale des charges administratives et rendait une sélection démocratique et par le mérite plus difficile. La révolution française semble devoir être une étape importante dans l'introduction du système du mérite dans la fonction publique, avec notamment la proclamation de l'égalité de tous devant la loi et devant l'emploi public (article 6 de la Déclaration des Droits de l'Homme). Le recrutement par le mérite – sur titres, diplômes, par examens ou concours – est pratiqué, sous le Consulat, l'Empire et la Restauration pour quelques emplois très particuliers et dont le caractère de technicité exige une formation spécifique. C'est le cas, par exemple, des ingénieurs des Ponts et Chaussées, tous issus de l'École Polytechnique, des artistes vétérinaires du dépôt d'étalons, tous brevetés d'une école vétérinaire, ou encore des professeurs. Cependant, ce système du mérite est encore très limité et, pour beaucoup de professions administratives (employé dans les bureaux de la préfecture, employé dans les contributions directes...), le recrutement traditionnel par patronage continue à dominer au moins jusqu'à la Monarchie de Juillet et les recommandations politiques auprès du gouvernement jouent un rôle essentiel. Les candidats ayant dans leurs familles ou dans leurs relations sociales d'autres fonctionnaires, ou des relations haut placées sont donc

53. Lettre du Ministre de l'Intérieur au préfet, 27 mai 1808, Arch. dép. Isère, 54M 1.

nettement avantagés ⁵⁴, utilisant ainsi pour conquérir une situation de classe non pas le capital économique mais le capital social (étendue des relations dont dispose une personne) dont Pierre Bourdieu a montré l'importance ⁵⁵, et cela d'autant plus que, dans certaines administrations, le recrutement est décentralisé et confié, comme à la préfecture de l'Isère, directement aux chefs de bureaux.

Certains candidats à des postes administratifs n'hésitent pas à s'appuyer, dans leur demande, sur leurs antécédents familiaux. Le frère du directeur des contributions directes du département de l'Isère, Louis Royer Dupré, ancien administrateur militaire, demandant, en ventôse an XII, la place de percepteur de l'arrondissement de la Tour-du-Pin met ainsi en avant, pour essayer de convaincre le ministre des Finances, la tradition administrative familiale. Le préfet Fourier, transmettant cette demande, reprend cet argument : « Plusieurs de ses frères et de ses parents ont occupé et remplissent encore, avec distinction, des places judiciaires et administratives » ⁵⁶. De même, Fourier, en recommandant au conseiller d'État chargé de l'administration de l'enregistrement et des domaines, le 23 frimaire an XII, Auguste Clappier, employé depuis huit ans comme surnuméraire dans les bureaux de l'enregistrement ou des hypothèques à Grenoble, fait observer que « son oncle et son cousin occupent avec distinction des places de receveur et d'inspecteur dans cette partie. Je ne doute pas que le citoyen Auguste Clappier ne marche sur leurs traces » ⁵⁷. Il recommande aussi au lieutenant général de la septième division militaire, le 21 messidor an XII, le fils d'un agent de police de la ville de Grenoble, Leseurre fils, pour la place de secrétaire de la place de Grenoble, devenue vacante après la démission de l'ancien secrétaire, car il « estime que le pétitionnaire possède des titres à la bienveillance du gouvernement par ses services, ceux de son père et ses qualités personnelles » ⁵⁸.

Le service de l'État est ainsi parfois une tradition familiale au XIX^e siècle et l'on voit se constituer des familles de fonctionnaires locaux. L'abolition de la vénalité des charges dans le service de l'État n'a pas mis un terme à la force des réseaux familiaux et à la continuité familiale dans l'administration. Il ne s'agit plus de la « patrimonialisation de l'appareil d'État » qui, selon Robert Descimon, caractérise la construction de l'État dans la France d'Ancien Régime, patrimonialisation fondée sur la vénalité des offices ⁵⁹ et

54. Lettre de Soulier au préfet, 6 juin 1814, Arch. dép. Isère, 181M 68.

55. Pierre BOURDIEU, « Le capital social », dans *Annales de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 31, janvier 1980, pp. 2-3.

56. Lettre du préfet au ministre des Finances, 25 ventôse an XII, Arch. dép. Isère, 181M 20.

57. Lettre du préfet au conseiller d'État chargé de l'administration de l'enregistrement et des domaines, 23 frimaire an XII, Arch. dép. Isère, 181M 18.

58. Lettre du préfet au lieutenant général de la septième division militaire, 21 messidor an XII, Arch. dép. Isère, 181M 23.

59. Robert DESCIMON, « La vénalité des offices et la construction de l'État dans la France moderne. Des problèmes de la représentation symbolique aux problèmes du coût social du pouvoir », dans Robert DESCIMON, Jean-Frédéric SCHAUB, Bernard VINCENT [dir.], *Les figures de l'adminis-*

qui disparaît donc quasiment avec la Révolution française, mais il reste, après 1789, de nombreux cas d'appropriation, ou plutôt d'investissement familial de l'administration. Par exemple, le premier receveur général des contributions directes en Isère sous le Consulat, l'Empire et le début de la Restauration, Giroud, voit son fils lui succéder dans ce poste en 1819. La présence, dans la même administration, du père et du fils, n'est pas rare. Par exemple, les Dechenaux père et fils travaillent tous deux à la préfecture de l'Isère sous le Consulat et l'Empire, tout comme les Mermet père et fils à la sous-préfecture de Vienne à la même période.

La continuité familiale n'est pas le seul facteur de constitution communautaire de la classe sociale des fonctionnaires urbains. Les bureaux des administrations sont en quelque sorte des lieux de sociabilité et favorisent l'établissement d'un lien social. Les fonctionnaires sont réunis dans un même bâtiment, travaillent mais aussi vivent ensemble une partie de la journée. L'ambiance de travail dans ces bureaux se laisse parfois deviner au travers de documents administratifs. Le maire de Grenoble Berriat, dans un arrêté du 23 janvier 1836 sur les heures de travail et les heures de sortie, précise : « Le maire a trop bonne opinion de Messieurs les [employés] pour qu'il croit nécessaire d'insister sur l'accomplissement très ponctuel de leurs devoirs et de leur rappeler que pendant les heures de travail ils doivent éviter de passer d'un bureau à l'autre pour se livrer à des conversations oiseuses qui font toujours perdre beaucoup de temps »⁶⁰. Cette sociabilité de bureau favorise parfois l'amitié entre les fonctionnaires d'une même administration. Par exemple, le secrétaire de la mairie de Grenoble Miroir choisit comme tuteurs pour ses quatre enfants, en 1822, l'un des commissaires de police de la ville, Debonnaire⁶¹. Les directeurs d'administration sont conscients de la force de cette sociabilité de bureau et n'hésitent pas, lorsqu'un employé est très impopulaire dans un bureau, à le renvoyer pour éviter que les inimitiés ou les divisions partisans (politiques) ne paralysent le service. Ainsi, en 1817, après un conflit entre un jeune surnuméraire récemment nommé, Descombes, royaliste, et l'ensemble des autres employés du bureau des postes de Grenoble, tous bonapartistes nommés sous l'Empire, le directeur général des postes remplace aussitôt Descombes⁶². Cet incident a fait l'objet d'un rapport officiel (et d'un renvoi de l'employé) en raison de sa gravité, mais il y a sans doute eu d'autres cas, moins graves et n'ayant donc pas laissé de traces dans les archives, de conflits partisans à l'intérieur des bureaux des administrations. Le caractère apolitique de l'administration en général au début du XIX^e siècle, illustré par les volte-face de nombreux fonctionnaires lors

trateur. Institutions, réseaux, pouvoirs en Espagne, en France et au Portugal, XVI-XIX^e siècles, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1997, pp. 77-93, surtout p. 78 et pp. 85-92.

60. Arrêté du maire de Grenoble, 23 janvier 1836, Arch. mun. Grenoble, 2D 4.

61. Inventaire des biens de Miroir, 26 avril 1822, Arch. dép. Isère, 3E 8177.

62. Lettre du directeur général des postes de l'Isère au Ministre de la police générale, 17 juillet 1817, Arch. dép. Isère, 52M 20.

de changements de régimes pour échapper aux épurations, ne signifie pas que les fonctionnaires n'aient pas de convictions politiques personnelles. Une attitude prudente ou opportuniste, consistant à se rallier officiellement, au moins en apparence, par la prestation de serment, au nouveau régime même s'ils ont auparavant servi l'ancien n'est qu'un comportement de protection professionnelle à une période d'instabilité politique et d'absence de statut de la fonction publique garantissant la sécurité de l'emploi et n'empêche pas le fonctionnaire de conserver des opinions politiques privées qui peuvent se manifester à l'occasion de discussions avec d'autres employés du bureau. Les sources d'archives permettant de connaître les opinions politiques des fonctionnaires de bureau sont cependant très rares. Quelques indices témoignent d'une politisation réelle de certains d'entre eux. Par exemple, l'un des membres d'une société royaliste secrète grenobloise (le *Casino*, société amenée à jouer un rôle officieux de consultant dans l'épuration politique en 1815-1816) écrit, dans un rapport secret, que les employés de la mairie de Grenoble sont assez favorables au nouveau régime mais qu'il faudrait renvoyer presque tous les employés des bureaux de la préfecture, tous bonapartistes convaincus : « Il n'en est point de même des bureaux de la préfecture d'où les Descheneaux [Dechenaux] et autres devront être chassés, mais encore cela n'est-il possible qu'après le temps sans quoi on désorganiserait ce service au moment où il demandera le plus d'activité et de suite dans les affaires »⁶³. Les raisons pratiques, la nécessité d'une continuité administrative et le risque d'une désorganisation des bureaux et de l'administration limitent en effet souvent l'épuration des fonctionnaires de bureau après un changement de régime, ce qui ne signifie pas que les employés aient des opinions politiques conformes au nouveau régime.

Les fonctionnaires urbains participent souvent, même en-dehors des bureaux, d'une sociabilité commune, dans les cercles et les loges maçonniques notamment. Par exemple, dans les réunions de la loge maçonnique de Vienne, la loge de la Concorde, Thomas Mermet aîné, le secrétaire de la sous-préfecture, côtoie le président du tribunal civil, un juge et un greffier de ce même tribunal, l'ingénieur des Ponts et Chaussées de l'arrondissement, le receveur principal ou encore deux contrôleurs des Droits Réunis⁶⁴. Le sous-préfet de Saint-Marcellin confie au préfet, à propos de la loge maçonnique de la ville, la Fidélité, dont il est membre : « L'esprit qui y règne est parfait, vous vous en convaincrez en lisant les noms des sociétaires, presque tous fonctionnaires publics »⁶⁵. Les dirigeants des loges maçonniques ne s'y trompent pas. Un grand nombre de fonctionnaires de la ville de Grenoble reçoivent ainsi

63. Arch. dép. Isère, Per 942 72.

64. *Liste indicative des personnes qui composent la loge maçonnique la Concorde, à Vienne*, 10 juillet 1811, Arch. dép. Isère, 97M 1.

65. Lettre du sous-préfet de Saint Marcellin au préfet, 11 mars 1811, Arch. dép. Isère, 97M 1.

des invitations pour la réunion de la loge maçonnique des Cœurs Constants du 28 juin 1818 ⁶⁶.

Les fonctionnaires de bureau partagent aussi, surtout à partir de la Monarchie de Juillet, une culture commune, notamment autour des livres, manuels et revues administratives qui connaissent, à partir de cette période, un grand développement et un grand succès auprès des fonctionnaires et administrateurs locaux ⁶⁷. Des municipalités attribuent une partie de leurs revenus à l'abonnement à des revues administratives en plus de celui, obligatoire pour toutes les communes, au *Bulletin des lois*. En décembre 1837, le maire de Grenoble, Berriat, prend même une mesure originale en matière de formation administrative. L'administration municipale de Grenoble souscrivait des abonnements à de nombreuses revues administratives (le *Bulletin des lois*, le *Recueil administratif de l'Isère*, le *Journal des conseillers municipaux*, le *Journal des communes*, le *Recueil administratif de la Seine*, le *Répertoire administratif faisant suite au fonctionnaire municipal*, le *Bulletin des contributions et du cadastre*, etc.) et s'était constitué, au fil des années, une véritable bibliothèque ou centre de documentation administratif. Berriat, tenant à ce que ces « documents souvent indispensables pour la connaissance et la solution des questions de droit administratif » soient non seulement recueillis, classés, archivés avec soin, « mais [...] aussi [...] régulièrement consultés par chacun des employés de la mairie afin que tous puissent en tirer une instruction profitable à la ville », décide que ces revues doivent désormais être, dès leur réception à la mairie, déposées dans un carton spécial au secrétariat « où ils resteront pendant trois mois à la disposition de chacun des employés de l'administration » ⁶⁸. Les revues administratives plus spécialisées sont conservées non pas au secrétariat mais dans les bureaux : le *Bulletin des contributions et du cadastre* doit être, dès son arrivée, remis au bureau des contributions, tout comme le *Journal des salles d'asile* et le *Manuel de l'instruction primaire* doivent être remis au bureau de l'instruction primaire ⁶⁹. La lecture de ces revues fait partie intégrante du travail des employés et « dès qu'un employé aura remarqué par la lecture des recueils périodiques que la législation a éprouvé des modifications dans la partie du service dont il est spécialement chargé, il aura soin d'en prendre une note qu'il communiquera au maire » ⁷⁰.

Comme d'autres classes sociales, et notamment comme d'autres « groupes de statut », les fonctionnaires de bureau ont parfois un « comportement collectif de ségrégation » ⁷¹, qui s'exprime par un sentiment de supériorité et un comportement désagréable de certains fonctionnaires urbains vis-à-vis

66. Liste des personnes à qui il a été envoyé des lettres de convocation pour la réunion de la loge des Cœurs constants Orient de Grenoble du 28 juin 1818, Arch. dép. Isère, 97M 1.

67. Délibération du conseil d'arrondissement de la Tour-du-Pin, 1833, Arch. dép. Isère, 2N4 1.

68. Arrêté du maire de Grenoble, 29 décembre 1837, Arch. mun. Grenoble, 2D 4.

69. *Ibidem*.

70. *Ibidem*.

71. Max WEBER, « Classe, statut, parti », ouv. cité.

des autres citoyens. Par exemple, un avocat grenoblois se plaint au préfet, le 6 juin 1823, de l'attitude du secrétaire du bureau de la police de la ville, Foulque. Il assure ainsi que, lorsqu'il accompagne des habitants de la ville qui s'adressent à lui pour les aider à rédiger une pétition et pour les accompagner au bureau de la police ou dans un autre bureau, « dans les administrations » ou « auprès de Messieurs les administrateurs », ce qu'il fait bénévolement, il subit des humiliations et des insultes de la part du secrétaire : « Plusieurs fois Foulque s'est permis même en ma présence et celle de plusieurs témoins de dire que j'étais un intrigant, un faiseur de dupes et jusqu'à me menacer de me faire sortir de son bureau. Si cela n'était arrivé qu'à moi, je ne me plaindrais pas ; le bien que je crois faire en obligeant des malheureux me ferait oublier le mal que voudrait me faire ce misérable perruquier qui croit qu'il lui est permis d'insulter des gens qui ne doivent pas lui répondre et qui doivent le mépriser par leur silence [...] Si ma lettre [...] ne méritait pas assez de confiance, je me charge s'il était nécessaire de faire signer les trois quarts de la ville [...] La plainte que je fais n'est pas tant pour moi comme elle est pour de braves habitants qui sont les victimes de ce Foulque soit par des injures soit par des partialités révoltantes » ⁷².

Cette plainte n'est pas isolée et d'autres fonctionnaires des villes, comme le secrétaire général de la sous-préfecture de la Tour-du-Pin en 1818, donnent lieu à des critiques de la part des citoyens à cause du mauvais accueil qu'ils leur font. Beaucoup de maires des villages du département se plaignent d'être mal reçus par les employés de la préfecture lorsqu'ils se rendent à Grenoble.

CONCLUSION

L'étude du cas de l'Isère suggère que le processus de bureaucratisation de la société française, et notamment de la société provinciale (la bureaucratisation dans les ministères ayant commencé plus tôt) au XIX^e siècle a favorisé la formation d'un groupe professionnel et social, les fonctionnaires de bureaux urbains. Cette étude de cas suggère également que les intérêts (avantages sociaux et prestige) et le mode de vie communs (horaires et type de travail), le développement d'une communauté (rôle des réseaux et relations, sociabilité commune), la tendance à un comportement collectif de ségrégation sociale, et l'éclosion d'un sentiment d'appartenance collective font de ce groupe professionnel une classe à part entière, malgré sa diversité interne (différents corps administratifs, différents métiers, origines sociales différentes), et malgré l'absence de certains critères propres à la définition marxiste (insertion dans les rapports sociaux de production, action politique collective).

Cette classe sociale, très politique (liée à l'affirmation de la puissance

72. Lettre de Borel Salme au préfet, 6 juin 1823, Arch. dép. Isère, 181M 134.

publique), occupe une place à part dans la société française, en raison du pouvoir conféré par l'autorité publique. Les fonctionnaires sont investis d'une mission qui dépasse le cadre particulier, privé, de l'activité économique. La tendance à un comportement collectif de ségrégation sociale, commune à beaucoup de groupes de statut, peut entraîner une bipolarisation de la société, semblable à la bipolarisation marxiste (bourgeois/ouvriers), mais d'un autre genre (fonctionnaires/non fonctionnaires). Ceci est un danger constant pour l'établissement des relations entre fonctionnaires et commun des citoyens, avec les risques politiques que comportent une fermeture et l'établissement de mauvaises relations (anti-étatisme d'une partie de la population). L'introduction du système du mérite dans la fonction publique (recrutement sur titres et concours) à partir de la fin du XIX^e siècle peut apparaître comme un moyen de régler ce problème, comme une voie de démocratisation et d'ouverture de la fonction publique sur la société civile.

*Marie-Cécile Thoral est ATER en histoire contemporaine
à l'université Pierre Mendès-France de Grenoble*